

THE ROLE OF THE FACULTY OF COMMERCE AND ECONOMICS IN LIBYA'S DEVELOPMENT

*by Dean Musbah El Oreibi**

I

The Faculty of Commerce and Economics of the University of Libya furnishes the governmental administrations with a class of commercially and economically educated elements to cover the lack from which the country suffers due to historical reasons. The Faculty endeavors to expand economic knowledge and undertakes scientific studies of Libyan economic life. In order to achieve these aims and keep pace with the development, in the first stages of which we are living nowadays, the Faculty reviewed its curricula and also established a Center of Economic and Business Research.

The curricula in accounting, business administration and economics are the base for the education of this class, which is strongly aware of the importance of the stage in which we are living. The development which took place in this country in the last few years can be described as a social and economic revolution. The urban population has increased tremendously and a new working class has been built up, a class which used to lead a hard life, depending on the scanty output of land and sheep farming. The income per individual has increased remarkably, so the consumption level has gone up, especially in the cities. Many industries have come into existence and machine have been introduced in the farming

* Dean of the University of Libya's Faculty of Commerce and Economics and member of its economics department since 1961. Mr. Oreibi studied in Cairo where he obtained the Bachelor degree in Economics. He also studied in the U.S.A at the University of Minnesota, where he obtained the Master of the Arts degree in Economics.

Le coefficient de capital est un élément stratégique de la planification économique. Il est indispensable pour estimer le taux d'accumulation nécessaire pour atteindre l'objectif de production, et aussi pour fixer le taux de croissance du revenu national et du revenu par tête.²⁹ Toutefois ce paramètre demeure aussi commode que dangereux, mais il n'est pas dénué de toute signification. Il s'agit de vérifier les constantes selon les conditions économiques et techniques des pays en question.

Conclusion :

On peut ramasser les conclusions de cette étude en quelques points :

1/- En économie sous-développée la planification est destinée à dominer le marché ainsi que toute la vie économique et sociale, par conséquent, il faut définir à priori les cadres technico-économiques et institutionnels du plan.

2/- On n'invente pas une méthode de planification pour les pays sous-développés, mais c'est en tenant compte des méthodes déjà pratiquées dans des circonstances analogues qu'il convient de chercher la méthodologie adaptable. Il n'est pas possible non plus de transplanter mécaniquement le système de planification adopté ailleurs.

3/- Enfin en perfectionnant les statistiques et l'évaluation quantitative, il n'est pas impossible d'employer des modèles mathématiques dans la planification de l'économie attardée. Il importe de partir du soutenu économique vers rapports mathématiques, et non à l'inverse de la mathématique à l'économie.

29. On détermine généralement le taux de croissance du revenu par tête par la formule $\Delta Y = \frac{S}{K} - \Delta L$ (ΔL Taux de croissance démographique)

Voir Barre, op. citée, P. 351.

Il va sans dire que l'intensité de capital dans les secteurs improductifs se présente comme ceci : soit l'investissement I

$$\frac{I}{dY} \longrightarrow \infty \quad \text{si} \quad dY \longrightarrow 0$$

Ce qui signifie qu'il faudrait des investissements infinis dans ce secteur pour augmenter le produit.

Il résulte de ce qui précède que la répartition de l'investissement entre secteurs détermine le taux de rendement de l'investissement au niveau national, ce qui nécessite une prudence quant à l'emploi des coefficients globaux et sectoriels. Or le niveau du progrès technique varie dans l'espace et dans le temps ce qui exige de déterminer le coefficient de capital sur une période d'observation suffisamment longue, alors que les pays sous-développés sont appelés à une mutation technologique rapide.

Cette mutation peut avoir pour conséquence, "soit d'accroître la production pour des mêmes quantités de facteurs, soit de permettre la même production pour des quantités de facteurs plus faibles. De plus, des variations dans le taux de production (au cours d'une fluctuation) peuvent provoquer une baisse de la production, bien que l'investissement soit positif, ce qui rend le rapport capital/production négatif."²⁷

Cependant, ces coefficients s'imposent au planificateur; on agit alors sur la distribution par maîtres d'œuvres de l'investissement global, en autorisant les investissements par branches, c'est ainsi que Oskar Lange propose le modèle suivant pour la liaison entre coefficient global et coefficients sectoriels :

Le taux de rendement national $\frac{\Delta X}{I}$ est lié aux taux de rendement propres aux diverses branches (i) par

$$\frac{\Delta X}{I} = \sum_i \frac{X_i}{I} \cdot \frac{I_i}{I} \quad (I_i \text{ investissement de la branche } i).$$

Les $\frac{\Delta X_i}{I_i}$ s'imposent au plan, mais celui-ci prend en main $\frac{I_i}{I} \cdot = I_i$ ²⁸

27. R. Barre, op. cit. P. 351.

28. Oskar Lange "The Output-Investment Ratio and Input-Output Analysis," *Econometrica*, Vol. 28, April 1960; cité par J. Garselle Ch. Prou, *Établissement des programmes en Économie Sous-Développés*, Tome, 2 Dunod 1964, P. 163.

dans les pays sous-développés est sensiblement la même que celle de pays développés le coefficient marginal de capital étant au contraire sujet à des fluctuations continues".²⁶

Il ressort que l'utilisation de constantes exprimant la productivité du capital (coefficient moyen au marginal) dans les pays industrialisés peut aboutir à une fausse évaluation des investissements nécessaires au plan du développement d'une économie attardée. En effet la productivité du capital à l'échelle nationale change selon les productivités des secteurs, autrement dit, il s'agit de vérifier la détermination des coefficients globaux et des coefficients sectoriels :

Coefficients globaux et coefficients sectoriels :

Il importe de noter ici que si le coefficient de capital pour les opérations productives est le même dans les deux groupes de pays (avancés et attardés), la part importante des dépenses improductives influence considérablement le taux général d'intensité de capital dans les pays économiquement attardés: supposons que K et k soient respectivement coefficients de capital de pays développés et sous-développés et que la même somme I soit investie dans les mêmes conditions dans

les deux groupes de pays, On a les coefficients : $K = k = \frac{I}{dY}$

Si au contraire, une fraction de l'investissement des pays sous-développés est dépensée dans des secteurs improductifs, le taux de rendement de capital au niveau national change, autrement dit l'accroissement du produit devient plus petit que dY soit : $dY - m$

$$\text{d'où} \quad k = \frac{I}{dY - m} \quad m > 0$$

Etant donné que :

$$dY - m < dY \text{ que } I \text{ reste constant}$$

$$\text{Donc} \quad \frac{I}{dY - m} > \frac{I}{dY}$$

C'est à dire $k > K$

26. Guy Caire, Méthodes et Aléas Techniques de la Planification dans les Pays en voie de Développement, Développement et Civilisations, No. 11, Juillet - Septembre, 1962, P. 28.

On observe que la critique de Pr. F. Perroux, ci-dessus mentionnée n'est justifiée que dans le cadre où le système de l'économie sous-développée reste inchangé. Par contre en remplaçant les personnages de capitalisme déformé par un pouvoir central d'action et de décision, le modèle de Domar devient - dans certaines conditions - un instrument utile, toutefois le passage de ce modèle théorique à un modèle opérationnel ne doit pas être considéré comme une illusion. Seul le coefficient du capital implique certaines incertitudes :

L'Emploi des Coefficients de Capital :

Ce coefficient utilisé dans les plans de développement est exprimé généralement par la grandeur marginale $\frac{I}{dY}$, c'est à dire le rapport entre l'investissement net et l'accroissement du produit national. La valeur numérique de ce taux ne diffère pas sensiblement de celle de grandeur moyenne. Au Brésil, le coefficient moyen est de 0.52 pour la période 1947 - 1953, alors que le coefficient marginal a une valeur presque égale à 0.514.²³ Cependant, on reproche à cet instrument analytique son caractère conjectural dans les pays sous-développés ; la pratique a montré qu'il ne représente pas une valeur plus ou moins constante comme on l'observe dans les pays avancés.²⁴ Le premier plan indien (1951 - 1956) a prévu un coefficient de capital de 3.8 : 1 qui est similaire à celui des pays industrialisés. En fait, il ne dépasse pas 1.8 : 1 constate Elias Gannage.²⁵

Etant donné que les coefficients moyens et marginaux ne sont pas sensiblement différents, nous reconnaissons ne pas comprendre l'affirmation de Guy Caire suivant laquelle "L'intensité moyenne de capital

23. U.N., Analysis and Projections of Economic Development, The development of Brazil, New York, 1956, P. 23.

24. A savoir les coefficients de capital sont considérés relativement satisfaisants pour les pays suivants :

U.S.A.	(1879 - 1953)	—	2.3 : 1
Japan	(1924 - 1939)	—	4.7 : 1
Pays-Bas	(1909 - 1952)	—	7.4 : 1
Suède	(1896 - 1929)	—	3.5 : 1

Voir Raymond Barre Economie Politique, 1963, P.U.F., P. 350.

25. Elias Gannage, Planification et Développement Economique, P.U.F., 1963, P. 18.

comme exemple l'application la plus répandue: les modèles à la "R.F. Harrod et Domar". Ces modèles écrit F. Perroux, "supposent implicitement des institutions et des attitudes bien déterminées des agents économiques. Ils frisent le ridicule quand, l'épargne toujours en quête de placement, quand, dans les sociétés où dominent des transferts de prestige, ils raisonnent en terme d'investissements mercantiles, et lorsqu'ils prêtent au chef de tribu le comportement rationnel de l'entrepreneur."²⁰

Nous signalons cependant que le "système de Domar"²¹ peut être utilement employé dans une économie sous-développée dans la mesure où le revenu Y , l'épargne SY , et l'égalité de l'investissement I avec l'épargne, sont des quantités mesurables et susceptibles d'être conditionnées et aussi que le coefficient de capital K soit une valeur constante; une éventuelle centralisation d'une économie attardée permettra au planificateur d'épargner une fraction du revenu pour l'investir des secteurs productifs, que l'on peut écrire ainsi:

1/- $I = SY$ S est la propension à épargner fixée par la pouvoir central et réalisable par son action. Cet investissement aboutit au cours d'une période à l'accroissement du revenu dY , selon la productivité du capital:

$$2/- \quad dY = \frac{I}{K} = \frac{YS}{K} \quad K \text{ étant le coefficient de capital.}$$

$$\text{Le taux de croissance } g = \frac{dY}{Y} = \frac{YS}{YK} = \frac{S}{K}$$

$$g = \frac{S}{K} = \frac{\text{Propension Marginale à Épargner}^{22}}{\text{Coefficient de Capital}}$$

20. F. Perroux, L'Economie du XXème Siècle op. cite, P. 196.

21. E. D. Domar, Essays on The Theory of Economic Growth, N.Y. 1957 Voir pour sa critique: - Albert Hirschman, Stratégie du Développement Economique, les Editions ouvrières, 1964, Pages 44 - 47 - Michel Lutfalla, L'état stationnaire, Paris 1964, Pages 315 - 317.

22. Paul Borel, Quelques Reflexions sur les Modèles de développement, Développement et Civilisations, No. 9, Janvier - Février, 1962, P. 41.

l'industrie en question va au transfert à l'étranger. De plus le secteur capitaliste est davantage lié à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Il faut noter que nous sommes en présence d'une politique de développement qui cherche des relations comptables autres que celles venant d'une économie inarticulée. *Une comptabilité prospective basée sur des normes nouvelles et non sur des trends du passé s'avère donc nécessaire. Il s'agit surtout des comptes à objectifs de planification.*¹⁶

Le plan du développement suppose de maintenir certains équilibres entre les ressources courantes et les emplois. Cela peut-être abordé à l'aide d'un modèle prévisionnel des principaux produits et des principales relations extérieures, bien entendu on ne peut demander ici de serrer les problèmes d'équilibre de près;¹⁷ les statistiques des pays sous-développés sont généralement insuffisantes, aussi les méthodes de prévisions sont loin d'être parfaites.¹⁸

A mesure que les statistiques, le système comptable, et les cadres techniques se développent, la planification doit suivre l'évolution économique réelle en recherchant les grands équilibres d'ensemble. Le plan suppose la mise en œuvre des projets réalisables; c'est pourquoi il ne doit pas être fondé sur des relations économiques qui sont encore mal connues et appelées en fait à des mutations rapides. Dans ces conditions il convient de commencer par l'élaboration des comptes d'inventaire des ressources humaines et naturelles,¹⁹ et de préparer aussi les statistiques portant sur les principales grandeurs économiques.

(ii) *Le passage d'un modèle théorique à modèle opérationnel.*

La question se pose également de savoir si les modèles de la croissance élaborés en occident constituent un instrument valable pour la planification du développement de l'économie attardée. Nous citons

16. R. Barre, *Economie Politique* P.U.F., 1963, Pages 265 - 274.

17. Charles Bettelheim, *Planification en Afrique Noire*, Cahiers Internationaux No. 116, Janvier-Février 1961, P. 61.

18. Alfred Sauvy, *La Prévision Economique*, P.U.F., 1958, P. 93.

19. Guy le Hegarat, *La Comptabilité Economique en pays Africains*, Développement et Civilisations, No. 7, 1961, P. 66.

tions comptables demeurent généralement l'un des aspects critiques du calcul économique, elles en sont particulièrement problématiques en économie attardée. Nous citons à titre indicatif les difficultés suivantes :

(i) *L'établissement des système comptables* : On remarque que dans les pays en voie de développement certains phénomènes ne sont pas facilement chiffrables, il en est ainsi pour la thésaurisation, les dépenses de prestige et l'autoconsommation.

On constate également que le prix sur le marché sous-développé ne constitue pas un instrument valable pour l'évaluation des quantités produites sur le plan national, car d'une part, une majorité de produits échappe à tout échange et d'autre part, l'économie étant inarticulée, elle ne constitue pas un réseau homogène de prix et de flux.¹² Ce qui a pour effet de rendre le prix moyen très douteux. "Ce n'est même pas la concurrence qui est en question mais la notion du marché. On se trouve en présence d'une institution différente".¹³

Malgré l'importance de la comptabilité nationale pour la politique économique, on ne peut malheureusement dire que ce problème soit suffisamment traité pour les pays sous-développés. Toutefois on s'est demandé si les systèmes comptables des pays développés peuvent être adaptés aux besoins de la comptabilité économique du tiers-monde.¹⁴ Certains économistes estiment cela possible sous réserve de les appliquer aux secteurs capitalistes et de prévoir un compte des relations avec les activités traditionnelles.¹⁵ Cependant il convient de remarquer que l'interdépendance entre ces deux secteurs est au départ considérée très faible; par conséquent ni les flux réels ni les flux monétaires ne semblent susceptibles d'être l'expression d'une interrelation. On voit par exemple très mal comment un tableau "d'input-output exprimerait les échanges entre l'industrie minière et les autres secteurs où la valeur ajoutée par

12. F. Perroux, *L'économie du XXème Siècle*, op. cite, P. 156.

13. J. Marshal, *La Comptabilité Nationale Française*, op. cite, P. 45.

14. R. Dumoulin, *Calcul du Revenu et Comptabilité Economique dans les Régions-Insuffisamment développées*, R - Economique, Juillet 1959, P. 575.

15. J. Marchal, op. cite. P. 46.

Il faut souligner que cette recommandation de Myrdal ainsi que celles des libéraux se rangeant ici parmi les (planistes)⁹ demeure une formulation théorique abstraite. Elle ne serait positive que dans la mesure où elle préciserait quels sont les cadres technico-économiques et institutionnels de planification proposée aux pays sous-développés. Vu l'état actuel de la planification économique selon l'ordonnance des néo-libéraux on ne trouve aucun exemple pratique.

Quant au plan impératif intégral des pays socialistes, il suppose une économie entièrement collectivisée, c'est pourquoi il n'est pas possible de le transplanter mécaniquement à l'économie attardée.¹⁰ De plus la socialisation ne se fait pas du jour au lendemain: secteurs privés et étatisés peuvent coexister dans des proportions variables et pendant des périodes également variables. Cela correspond aux conditions propres à chaque pays dans une période donnée.

Par conséquent le degré de la centralisation, le système comptable, ainsi que les divers instruments techniques du plan doivent respecter des possibilités réelles de développement économique acquis. Il faut dire que le plan doit être techniquement et pratiquement possible. Cependant, les techniques quantitatives de la planification méritent certaines observations.

II Les Techniques quantitatives du Plan du Développement.

La planification exige de faire appel à diverses méthodes d'analyse quantitatives (telles que: taux de croissance, revenu par tête, coefficient du capital) ainsi qu'à de nombreuses techniques destinées aux projections globales et sectorielles.¹¹ Du fait que la formulation de ces rela-

9. André Marchal dit: "Non seulement Myrdal l'ancien secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Europe aux Nations Unies, mais aussi Rostoue, Buchanan, Williams et même le Par. Viner-pourtant farouche libéral - se rangent parmi les planistes." *Systèmes et Structures Economiques*, P.U.F., 1961, P. 674.

10. Regino Boti, *Etudes Economiques*, No. 137, 1962, "Le plan du développement de 1962 a Cuba, P. 70.

11. Les travaux sur ces techniques sont nombreux, j'en cite quelques uns:
- United Nations *Programming techniques for Economic development* 1960.
- Elias Gunnage, *Planification et Développement économique*, P.U.F., 1963,
- Jon Tinbergen, *Design of Development*, Johns Hopkins, Baltimore, 1958.

Bien entendu dans le cadre de ces deux méthodes principales le rôle du plan et du marché est plus ou moins déterminant, mais pratiquement l'un des deux domine quelque soit le degré de sa domination. Autrement dit, le caractère distinctif de la méthode planificatrice correspond - principalement - à la position du plan dans le mécanisme économique, or ou ne conçoit ici que les deux façons ci-dessus décrites; un choix alors s'impose :

De quelle façon placer le plan dans une économie sous-développée?

Le plan indicatif ne semble pas utilement plaçable dans une économie attardée, son rôle n'est pas suffisant pour redresser un capitalisme structurellement déformé et fonctionnellement paralysé. Cet instrument n'a pas été conçu pour une telle fonction d'ailleurs il ne peut pas être outillé par les indications du marché ou "les prix sont mal définis".⁵

En outre si l'on constate le rôle du jeu des prix conduisant au cercle vicieux du sous - développement, c'est qu'il est implicitement admis qu'un plan ne doit se baser ni sur les normes du marché ni sur les comportements de ses personnages abstraitement capitaliste.⁶

Si les forces spontanées du marché capitaliste évolué sont partiellement insuffisantes, elles en sont complément-ou presque - défailtantes en économie attardée. La formule doctrinale de la planification indicative - il faut suppléer le marché là où il ne joue pas⁷ nous amène donc à substituer principalement le plan au marché de pays sous-développés.

Autrement dit, la théorie du plan indicatif n'est pas extensive à l'économie du tiers-monde. Ici "tous recommandent une planification centralisée" observe Gunnar Myrdal, "ils admettent tous un élargissement du rôle de l'Etat".⁸ Comment? L'auteur ne nous le précise pas.

5. Jean Marchal, *La Comptabilité Nationale Française*, Editions Cujas, 1959, P. 45.

6. F. Perroux, *L'Economie du XXème Siècle* P.U.F., 1961, P. 196-197.

7. P. Masse, cité par Gabriel Turin, *Planification et Développement* op. cite, P. 61.

8. Gunnar Myrdal, *Une Economie Internationale*, P.U.F., 1958.

I La conception théorique du plan

II Difficultés des techniques quantitatives du plan de Développement

I. La Conception Théorique du Plan.

Le plan économique peut être qualifié d'une façon très générale comme un instrument technique reposant sur une conception théorique :

TECHNIQUEMENT, il porte sur un ensemble de données globales chiffrées représentant - au terme de la période du plan - l'équilibre prévisionnel des diverses variables du système économique (taux de croissance d'ensemble et des sous ensembles, balance de paiement, épargne nationale anticipée, investissement à réaliser, etc.).

CONCEPTUELLEMENT, le plan s'inspire des institutions sociales en ce qui concerne les agents de son exécution, les centres de décisions économiques et les indices servants de base à la planification. Les objectifs et les moyens de leurs réalisations sont déterminés par l'analyse théorique localisant les points stratégiques du développement économique désiré.

Cependant, la planification occupe dans le mécanisme économique deux positions principalement différentes: d'une part, elle se place comme un instrument **AUXILIAIRE** à l'automatisme du marché ou celui-ci reste, remplissant les fonctions économiques fondamentales. Dans ce cas le plan est indicatif, il a pour but d'aider la spontanéité du système ou de corriger ses défaillances en distribution et en égalisation.³ D'autre part, le plan se présente comme une **PARTIE INTEGRANTE** du système collectiviste où il conditionne le mécanisme économique et ne laisse au marché qu'un rôle subordonné.⁴ C'est la planification socialiste aussi appelée impérative intégrale.

3. Pierre Masse exprime les principes doctrinaux du plan indicatif: " le plan est un substitue du marche dans tous les cas ou celui-ci est irrelisable,defaillant ou dépassé" *Economie Appliquée*, 1962 Cite F. Perroux, *Le IV Plan Francais*, P.U.F., 1962 P. 24

4. CH. Bettelheim, *Formes et Methodes de la Planification...*, *La Pensée* No. 113, Fevrier 1964, P. 19.